

Programme

5e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas : Combattre la désinformation pour promouvoir un discours public responsable

SESSION DE TRAVAIL EN ANGLAIS ET EN FRANÇAIS

15 mars 2021 | 10 h 30 (UTC – 04:00)

8 h 30 (GMT-6)	09 h 30 (GMT-5)	10 h 30 (GMT-4)	11 h 30 (GMT-3)	
Belize	Jamaïque	Antigua-et-Barbuda Bahamas* Barbade Dominique Grenade Guyana Haïti*	Ottawa, Canada* Saint-Christophe-et-Niévès Sainte-Lucie Saint-Vincent-et-les-Grenadines Trinité-et-Tobago Washington DC, États-Unis*	Suriname

*Veuillez noter que l'heure d'été pour les fuseaux horaires de l'Est commence le dimanche 14 mars 2021 (les horloges avancent d'une heure). L'heure indiquée dans cet agenda reflète ce changement, elle est conforme à l'heure avancée de l'est (HAE).

INSCRIVEZ-VOUS ICI!

  **#ParlAmericasOPN**

Cette session de travail offrira aux parlementaires, aux fonctionnaires parlementaires et aux représentantes et représentants de la société civile d'Amérique et des Caraïbes, un espace pour discuter des tactiques et stratégies actuellement utilisées pour répandre des fausses informations. Les participantes et participants exploreront ensuite des mesures proposées et des considérations essentielles pour orienter leurs efforts de lutte contre ce phénomène. Cette session comprendra des groupes de travail sur des thèmes liés à la désinformation, chacun appuyé par une ou un spécialiste en la matière.

10 h 30 - 10 h 45 **Inauguration**

- L'honorable Anthony Rota (Canada), président de la Chambre des communes
- L'honorable Pierrette Ringuette (Canada), sénateur et présidente intérimaire du Sénat

- L'honorable Ranard Henfield (Les Bahamas), sénateur et vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour les Caraïbes

10 h 45 - 11 h 05 **Introduction : Tactiques et stratégies de désinformation**

- Taylor Owen, professeur et titulaire de la Chaire Beaverbrook en éthique, médias et communication, École de politiques publiques Max Bell, Université McGill

Combinés à l'apparition de nouvelles technologies et plateformes, les phénomènes liés à la désinformation numérique et à la propagande informatique ont eu des effets néfastes sur la société. Ces derniers se manifestent de différentes manières, comme à travers la prolifération d'un discours de haine, l'interférence dans les processus électoraux, la délégitimation des campagnes et des pratiques publiques, et un déclin du dialogue démocratique, qui minent la confiance envers le système politique. Les menaces de la désinformation sur les systèmes démocratiques et la vie sociale sont mondiales et d'actualité, soulevant des questions sur les mesures que les gouvernements peuvent adopter pour faire face à ce problème, ainsi que sur le rôle des parlements dans ce domaine. Cette session présentera le problème de la désinformation dans son contexte, ainsi que ses manifestations les plus fortes, et offrira un aperçu des bonnes pratiques internationales toujours plus nombreuses pour atténuer ses effets.

11 h 05 - 12 h 35 **Recommandations pour des actions parlementaires : Groupes de travail thématiques**

La nature multidimensionnelle, mondialisée et systémique de la désinformation nécessite d'aborder ses multiples manifestations sous différents angles. Cette session permettra aux participantes et participants d'approfondir plusieurs sujets relatifs à ce phénomène dans des groupes de travail thématiques visant à explorer certains des effets les plus importants et urgents de la désinformation. Dirigés par des spécialistes en la matière, ces groupes de travail permettront de découvrir des pratiques ou des initiatives législatives développées ou mises en œuvre dans plusieurs pays afin de lutter contre les effets de la désinformation.

Groupe de travail 1 : Prendre en compte les dimensions de genre de la désinformation

- Modératrice: Sénatrice Natalie Campbell-Rodriques (Jamaïque)
- Sandra Pepera, associée principale et directrice pour le genre, les femmes et la démocratie, Institut national démocratique

S'il est vrai que les réseaux sociaux sont des outils importants donnant de la visibilité au leadership politique des femmes, les espaces en ligne sont aussi utilisés pour délégitimer le travail des femmes dans la sphère publique, discréditant ainsi leur leadership. La désinformation numérique déployée contre les femmes tend à faire usage d'un langage violent, entraînant de la cyberintimidation et d'importantes difficultés pour leur participation politique. Cela crée des obstacles à leur candidature et à leur contribution dans la sphère publique. Ce groupe de travail explorera les effets de ce phénomène et discutera de bonnes pratiques pour le contrer.

Groupe de travail 2 : Assurer la protection des données et sécuriser l'intégrité électorale

- Modérateur: Son honneur Reginald Farley (Barbados), président du Sénat

- Estelle Massé, analyste principale des politiques et responsable globale de la protection des données, Access Now
- Daniel Arnaudo, conseiller en stratégies d'information, Institut national démocratique
- Victoria Welborn, gestionnaire de programme de technologie et innovation, Institut national démocratique

Une grande partie, toujours en hausse, des interactions sociales se déroulent en ligne. Elles sont accompagnées d'une diffusion vaste de données personnelles auprès de divers acteurs du secteur privé et public. Ces données alimentent des algorithmes qui définissent des décisions importantes sur les informations auxquelles les utilisateurs sont exposés. Cette information est aussi utilisée pour interférer dans les processus électoraux, et est devenu l'une des menaces les plus graves envers la sécurité nationale d'un grand nombre de pays de la région et du monde, affaiblissent la confiance publique envers le système démocratique et la légitimité des institutions, exacerbent la polarisation politique et déstabilisent les sociétés et les nations. Ce groupe de travail approfondira ce phénomène et des initiatives pour lutter contre ses conséquences, ainsi qu'examiner des bonnes pratiques pour les cadres réglementaires pour la protection des données.

Groupe de travail 3 : Collaborer avec le secteur des médias d'information et promouvoir des algorithmes éthiques

- Modératrice: L'honorable Alincia Williams Grant (Antigua et Barbuda), présidente du Sénat et membre du Conseil de ParlAmericas
- Nazima Raghubir, 1ère vice-présidente de l'Association des travailleurs des médias des Caraïbes
- Micaela Mantegna, professeure au Centre de la technologie et société, Université de San Andrés

Reconnaître que la désinformation provient de plusieurs sources et contrer sa propagation requiert une stratégie multidimensionnelle impliquant différents acteurs, dont les médias. Ceci demande aussi des considérations éthiques dans le développement et l'utilisation des algorithmes. La pandémie illustre parfaitement le besoin urgent de garantir que le public ait accès à des informations exhaustives, claires et exactes, et à des mécanismes et des stratégies pour vérifier leur authenticité. Ce groupe de travail réfléchira à des mécanismes efficaces de collaboration entre les législatures, les médias et les grandes compagnies de technologie afin de protéger et de renforcer le droit à l'accès à l'information publique, la liberté de la presse et des normes éthiques pour le développement et l'utilisation des algorithmes afin de prévenir et lutter contre la désinformation.

12 h 35 - 13 h 00 Rapport des groupes de travail

- Présentation des points principaux de chaque discussion par les spécialistes (5 min par personne)

13 h 00 - 13 h 20 Période de questions et réponses

13 h 20 - 13 h 25 Évaluations

13 h 25 - 13 h 30 Discours de clôture et étapes suivantes

- Député Marc Serré (Canada), membre du Conseil de ParlAmericas



Nous vous invitons à nous suivre sur les réseaux sociaux @ParlAmericas.



Veillez noter que l'audio de cette session pourra être enregistré pour devenir un épisode de podcast. Retrouvez ParlAmericas sur iTunes et Google Play pour écouter les sessions et les présentations de nos rencontres précédemment menées dans l'hémisphère.



Cette activité est organisée grâce au soutien financier du Gouvernement du Canada.